



## [Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, ou [téléchargez une version PDF](#)

L'ISP vous propose la première édition de son bulletin d'information sur la privatisation, destiné au mouvement syndical. Les services publics de qualité constituent la base de sociétés démocratiques et d'économies prospères. Ils garantissent l'accès universel aux services essentiels, y compris les soins de santé, l'éducation, l'électricité, l'eau potable et l'assainissement. Lorsque ces services sont privatisés, maximiser les bénéfices des entreprises remplace l'intérêt public.

Ce bulletin fait partie de la [campagne mondiale de l'ISP contre la privatisation](#).

1) Niveau mondial : Curtis Grad, Président et PDG de Modalis, l'entreprise d'infrastructure du secteur privé, a proposé un récapitulatif des plus importants projets de **privatisation d'aéroport** qui ont abouti dans le courant de l'année dernière, et offre un aperçu de [ce qui nous attend en 2016](#). « D'après les rumeurs qui circulent dans le secteur, certains accords de privatisation pourraient être conclus au second semestre 2016 en Arabie saoudite (à Riyad, Djeddah, Dammam et Taëf), aux Emirats arabes unis, en Iran et en Jordanie (à Marka, Aqaba et sur un tout nouveau site) pour le Moyen-Orient ; en Serbie, en Bulgarie et en Ukraine pour l'Europe ; ainsi qu'en Tanzanie et au Nigeria pour l'Afrique. »

## **Afrique et pays arabes**

2) Koweït : Le gouvernement a annoncé la création d'un nouveau fonds destiné à gérer ses actifs nationaux, « une avancée majeure qui reflète **la volonté du pays à privatiser les entreprises publiques** ». Le site Web Zawya rapporte que « ce fonds inclurait notamment des parts dans des entreprises locales, dans des projets d'aménagement hydraulique et électrique, ainsi dans d'autres biens actuellement gérés par l'Autorité d'investissement du Koweït (*Kuwait Investment Authority, KIA*), qui gère par ailleurs un portefeuille important à l'échelle internationale. [...] Cependant, la mise en œuvre des programmes de privatisation de l'Etat connaît une forte stagnation depuis 2010. En effet, la vente de biens importants, tels que la compagnie aérienne *Kuwait Airways* ou la bourse du Koweït (*Kuwait Stock Exchange*), a été reportée à plusieurs reprises, dans la mesure où le gouvernement était en proie à des discussions sur la meilleure façon d'envisager le processus de privatisation. »

3) Egypte : Ahmed El-Sayed El-Naggard, président du Conseil du quotidien Al-Ahram, **a défendu le secteur public égyptien**, en écrivant que « le secteur public égyptien joue depuis longtemps un rôle important dans l'économie et la société. [C'est pourquoi il doit être réformé, et non vendu au secteur privé](#). »

4) Nigeria : Le Président nigérian, M. Buhari, **refuse toute privatisation du système de soins de santé**. « Revenant sur certaines demandes appelant à la privatisation des établissements de soins de santé, M. Buhari a affirmé que "[La privatisation vise avant toute chose à dégager les meilleurs bénéfices. Par essence, elle ne permet donc pas aux populations pauvres et vulnérables d'avoir accès aux soins de santé](#). Pourtant, il est de notre devoir de nous occuper des plus défavorisés." Le Président a par ailleurs mis en lumière la nécessité de faire preuve de prudence et de tenir compte de l'état de développement du pays avant d'envisager la possibilité de privatiser les établissements de soins de santé. »

5) Nigeria : Selon Adebayo Shittu, le ministre de la Communication du Nigeria, le gouvernement fédéral **ne cèdera pas le service postal nigérian (*Nigeria Postal Service*) à des investisseurs étrangers**. « Nous envisageons de réformer entièrement le service postal, en transformant cette organisation proposant un seul service en un prestataire unique offrant de multiples services, dans le but ultime de le rendre extrêmement lucratif, [de façon à ce qu'il apporte une contribution importante à la base de recettes du pays](#). »

6) Arabie saoudite : Les entreprises à but lucratif souhaitent **privatiser certaines parties du système de santé public**, notamment en les laissant aux mains d'investisseurs étrangers. « Je pense que le Royaume a résolument besoin de privatiser son secteur de la santé. En effet, les coûts du système de soins de santé ne cessent d'augmenter, et continueront par ailleurs de grimper en raison de la charge de morbidité et de la hausse des frais médicaux », [a déclaré Gabriel Chahine](#), responsable du service de soins de santé et partenaire associé chez Strategy&, [l'équipe mondiale de conseil en stratégie de PwC](#).

7) Arabie saoudite : Le Royaume [projetterait de privatiser son secteur de l'électricité](#) « et se tournerait vers l'énergie solaire et d'autres sources d'énergie, dans le cadre de ses efforts visant à réduire la part des énergies fossiles dans les coûts de production ».

8) Emirats arabes unis : Des représentant(e)s officiel(le)s de l'opérateur public de soins de santé *Abu Dhabi Health Services* [ont dévoilé leurs projets de privatiser certains aspects des soins de santé, qui n'ont toutefois pas encore été annoncés](#).

## Asie-Pacifique

9) Australie : Le mouvement syndical d'Australie-Occidentale a annoncé qu'il **lancera une campagne d'un an contre la privatisation des services publics** dans la course aux élections de 2017. Cette campagne « aura pour but d'exhorter directement des dizaines de milliers d'habitant(e)s d'Australie-Occidentale à empêcher la vente de certains biens, tels que le port de Fremantle (*Fremantle Port*) ou encore l'entreprise *Western Power*. [...] Meredith Hammat, Secrétaire d'*UnionsWA*, a annoncé que le mouvement syndical redoublait d'efforts en cette période préélectorale. "Le gouvernement Barnett se trouve dans une situation délicate. Son budget ne ressemble à rien, et les entreprises exercent une pression pour racheter les services et biens publics. Dès lors, [la privatisation constituera l'un des enjeux clés des élections de 2017](#)", a-t-elle ajouté. » [Les contribuables auraient par ailleurs déjà payé le prix fort](#) lorsque les services de distribution d'eau d'Australie-Occidentale ont été privatisés.

10) Australie : Les participations locales en matière « **d'obligations d'impact social** » ont été [fixées à 18 milliards de dollars pour les cinq prochaines années](#) par un nouveau rapport sur le secteur des investissements, intitulé « Rapport 2016 aux investisseurs d'*Impacting Investing Australia* ». « Ces investissements peuvent couvrir tant des investissements plus traditionnels adossés à des actifs – par exemple pour des sources d'énergie propre ou des logements sociaux et abordables – que des fonds de capital-risque qui se spécialisent dans des secteurs socialement acceptables, notamment les soins de santé. » Le dernier rapport publié par *In the Public Interest*, intitulé « [Guide d'évaluation des coûts d'un programme efficace et des obligations d'impact social](#) » (*A Guide to Evaluating Pay for Success Programs and Social Impact Bonds*), propose une critique de ces obligations d'impact social ou de performances sociales.

11) Inde : [Près de 300 artistes se sont réuni\(e\)s pour protester](#) contre le projet de **privatisation de la galerie d'art Venkatappa, à Bangalore**. « Nous avons formé une chaîne humaine symbolique pour exprimer notre solidarité contre de la décision du gouvernement de privatiser notre seule et unique galerie d'art. Il s'agit du seul espace démocratique de tout l'état. Nous voulons nous battre pour sa liberté, ainsi que pour celle de la communauté », a déclaré l'artiste Alaka Rao, l'un des organisateurs de cette manifestation.

12) Inde : L'[Association indienne des employé\(e\)s du secteur des assurances \(All India Insurance Employees Association\) a organisé une manifestation de masse](#) contre la proposition budgétaire du gouvernement, qui souhaite taxer le retrait des fonds de prévoyance (EPF). « Notre camarade Pawan Gupta s'opposait également à la taxation des polices d'assurance, ainsi qu'à la volonté du gouvernement **de privatiser les compagnies d'assurance générale publiques**. »

13) Inde : Les débats s'intensifient au regard de la possibilité de **privatisation partielle de la banque publique IDBI**. « Arun Jaitley, le ministre des Finances, a annoncé dans le budget 2016 du gouvernement que ce dernier souhaitait [réduire de 50 % ses parts dans la banque IDBI](#). A l'heure actuelle, le gouvernement détient environ 80 % du capital de la banque. » L'Association indienne des employé(e)s du secteur bancaire (*All India Bank Employees Association*) [s'oppose](#) à ce projet de privatisation. [S.P. Kothari, le doyen adjoint de la Sloan School of Management du Massachusetts Institute of Technology](#), a quant à lui appelé à la privatisation de l'ensemble du secteur bancaire.

14) Inde : [Dans un article paru dans le Wall Street Journal](#), Sadanand Dhume, membre de l'*American Enterprise Institute*, un groupe de réflexion de droite, a affirmé que le **Premier ministre indien, Narendra Modi, détenait un « triste » record en matière de privatisation**. [Sub required]. Cependant, d'après le ministre des Chemins de fer, Suresh Prabhu, [le secteur ferroviaire doit certes recevoir davantage d'investissements émanant du secteur privé, mais n'a pas pour autant besoin d'être privatisé](#). « Le gouvernement subit en outre une pression plus forte pour trouver des ressources suffisantes au déploiement du programme de développement des chemins de fer. M. Prabhu a exprimé plus en détail son intention de proposer des contrats de partenariat public-privé en vue de développer des projets visant le secteur ferroviaire. »

15) Iran : Boeing, le constructeur aéronautique américain, [a été invité](#) à entamer des discussions avec le gouvernement iranien. « D'après un représentant, [l'industrie aéronautique nationale n'est qu'en partie officielle](#). En revanche, **la privatisation de l'ensemble du secteur semble se dessiner dans un avenir proche**, car elle devrait permettre aux activités de gagner en efficacité. »

16) Iran : Selon Hassan Rohani, le Président iranien, **le pays doit impérativement privatiser son industrie automobile**. A l'heure actuelle, l'Etat [contrôle environ la moitié de ce secteur](#). « Le secteur automobile est certes important, mais obsolète, et représente par ailleurs l'un des secteurs les plus attrayants pour les investisseurs étrangers, qui ont afflué vers Téhéran depuis la levée des sanctions internationales en janvier dernier, à la suite de l'accord sur le nucléaire iranien conclu avec les grandes puissances mondiales. Le constructeur français PSA Peugeot Citroën a signé en janvier un accord de coentreprise avec Iran Khodro, le principal constructeur automobile d'Iran. Les relations commerciales existant entre ces deux entreprises avaient été rompues en 2012 lorsque les sanctions avaient été prononcées. »

17) Corée/Viêt Nam : LS Cable & System Asia, une société coréenne basée au Viêt Nam, **sera introduite** à la bourse de la Corée du Sud (Kospi) en juin prochain. « Le gouvernement vietnamien a d'ores et déjà [décidé de dresser la liste ses entreprises publiques cotées à la bourse coréenne en vue de les privatiser](#). »

18) Pakistan : Si les [employé\(e\)s de la Pakistan International Airlines \(PIA\)](#) ont repris le travail après leurs récentes manifestations, [ils/elles éprouvent toutefois une certaine inquiétude quant à l'avenir de leur travail](#). **En effet, la compagnie aérienne a été la cible de projets de privatisation**. « Certain(e)s employé(e)s prétendent qu'une compagnie aérienne privée préférera ne pas desservir des destinations lointaines, qui ne rapportent pas assez, contrairement à la PIA, qui reste un service public. »

19) Sri Lanka : Mahinda Rajapaksa, l'ancien Président du Sri Lanka, [met en garde contre la privatisation](#). « Le budget 2016 ne correspondait pas du tout à l'esprit du SLFP, et s'appuyait plutôt sur les perspectives économiques néolibérales de l'UNP. Il cherchait notamment à privatiser toutes les entreprises publiques, **y compris la centrale électrique de Norochcholai et les activités de l'ensemble des ports et des aéroports**. De même, il visait à supprimer les pensions du gouvernement destinées aux nouveaux/elles employé(e)s des services publics, à mettre un terme aux subventions en matière d'engrais, ainsi qu'à rendre les uniformes scolaires payants. Pourtant, les membres du SLFP siégeant au sein du gouvernement ont dû voter en faveur de ce budget. »

20) Taiwan : Le ministère de la Défense a fait part de son projet **de privatiser le « mausolée des martyrs de Yuanshan »**. « D'après des responsables militaires, [cette proposition provient du département du ministère des Finances chargé de la promotion de la participation du secteur privé](#), qui a mené l'an dernier une étude de faisabilité de la privatisation, en collaboration avec le ministère de la Défense nationale. Cette étude représentait la première phase du projet. Le porte-parole du ministère de la Défense nationale, David Lo, a par ailleurs ajouté qu'ils devaient évaluer la faisabilité de cette privatisation, tout en surmontant parallèlement des éventuels obstacles et en tenant compte de l'opinion publique. »

21) Viêt Nam : Cette année, la société publique d'investissement de capital pourrait céder des parts de l'Etat dans les entreprises, pour un total de 4 milliards de dollars américains. [*Vietnam News*, 1<sup>er</sup> mars 2016]. Le ministère du Transport recevra par ailleurs 75 millions de dollars américains **du montant de la vente des parts de l'Etat dans 51 entreprises** dans le courant de l'année. [*Vietnam News*, 4<sup>er</sup> mars 2016]. En vendant les parts de l'Etat, « les autorités se sont appliquées à [chercher des investisseurs suffisamment compétents](#) en termes de gestion, de marché, de technologie et de finance ».

## Interamériques

22) Barbade : L'avocat David Comissiong, président du *Clement Payne Movement*, s'oppose fermement à l'idée du Dr Carlos Chase de **privatiser le Queen Elizabeth Hospital**. « Cette déclaration représente également un danger sur le plan social, puisque le Dr Chase exhorte le gouvernement de la Barbade – qui a principalement été élu par les populations noires et ouvrières – à s'engager dans un processus qui balaierait d'un revers de la main les droits sociaux fondamentaux et d'accès aux soins de santé, pour lesquels les populations noires de la Barbade se sont battues avec acharnement au cours de ces 150 dernières années. »

23) Brésil : Le ministère du Transport a assoupli ses règles en vue d'encourager les investisseurs privés étrangers à acheter **davantage d'autoroutes concédées dans l'ouest et le centre du Brésil**. « Trois ventes aux enchères devraient être organisées au premier semestre 2016 pour trois portions de 400 à 1 000 km. Les périodes de concession seront en général de 30 ans (cette période sera exceptionnellement de 12 ans pour l'une de ces portions). De nouvelles ventes devraient avoir lieu au second semestre 2016 pour d'autres autoroutes. »

24) Brésil : Ferrovial SA, le géant de l'infrastructure espagnol, « souhaiterait participer à **la privatisation de cinq aéroports brésiliens**, d'après les déclarations d'Inigo Meiras, le Directeur général, lors d'une conférence sur les recettes de l'entreprise pour 2015 ». Ferrovial détient des parts dans les aéroports d'Aberdeen, de Glasgow, de Southampton et d'Heathrow.

25) Brésil : Dilma Rousseff, la Présidente brésilienne, a appelé les membres de son gouvernement à s'asseoir à la table des négociations avec l'opposition, en vue de permettre la modification de certaines parties de la Loi sur la responsabilité de l'Etat (*State Liability Act*). « Dans le cadre de cette initiative, les entreprises publiques doivent suivre les règles de gouvernance et sont contrôlées en termes de risque économique. Cette situation inquiète le palais du Planalto, qui a par ailleurs qualifié cette proposition de **“tentative de privatisation des entreprises publiques”**. » [Rapport publié sur le site Web du *Folha de Sao Paulo*, 2 mars].

26) Canada : A l'heure où la campagne électorale de la province de Saskatchewan débute officiellement, Cam Broten, le leader du NDP, a annoncé que le Parti saskatchewanais (*Saskatchewan Party*) ne s'exprimait pas clairement « sur ce qu'il comptait privatiser à l'avenir ». Et d'ajouter : « A qui pouvez-vous faire confiance pour protéger et diriger les services publics qui revêtent une importance cruciale pour chacun(e) d'entre nous, notamment les **soins de santé et l'éducation** ? »

27) Canada : Une coalition de médias sociaux et en ligne s'est formée pour s'opposer à la **privatisation de la vente de boissons alcoolisées dans la province de Manitoba**. D'après cette coalition, qui réunit l'association *Mothers Against Drunk Driving* (« Mères contre l'alcool au volant ») et différents syndicats, le projet de privatisation entraînera une réduction des salaires, une diminution des contrôles des mineurs, et mettra à mal les programmes de conseil en matière d'addiction et de conduite responsable. De même, les bénéfices seront investis en dehors de la province, et ne profiteront dès lors pas à l'éducation et à d'autres programmes publics. Selon le Syndicat de la fonction publique et des employés généraux de la Saskatchewan (*Saskatchewan Government and General Employees' Union*, SGEU), **un autre projet similaire visant à privatiser 40 magasins d'alcool dans la province de Saskatchewan devrait coûter 115 millions de dollars de bénéfices publics**, et ce, rien que pour les cinq premières années.

28) Canada : Des travailleurs/euses ont manifesté contre **la privatisation de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO)**. « Nous assistons à une nouvelle tentative du gouvernement libéral de privatiser une entreprise publique rentable », a affirmé Sharon DeSousa, Vice-présidente exécutive régionale pour l'AFPC Ontario, avant d'ajouter que « la SLJO force ses travailleurs/euses à renoncer à leur retraite, en vue de rendre ses casinos et ses machines à sous plus attrayants aux yeux des acheteurs du secteur privé, en vertu du soi-disant plan de modernisation ».

29) Canada : Heather Whiteside s'est penchée sur « **la conclusion des PPP et le mystère des bénéfices dégagés** ».

30) Mexique : Luis Videgaray Caso, le secrétaire des Finances et du Crédit public, a annoncé que **la compagnie pétrolière nationale (PEMEX) allait devoir s'adapter à un marché concurrentiel**. « A l'instar de toutes les autres compagnies pétrolières, PEMEX doit gagner en efficacité et réduire ses coûts. De même, certains aspects doivent être privatisés. PEMEX peut compter sur d'importantes réserves [...] elle sera en outre rentable si elle s'adapte aux réalités actuelles et

apporte les mêmes changements que les autres entreprises du secteur. » [Rapport SNL FERC sur le gaz, 2 mars 2016 ; sub required]

31) Pérou : Des manifestant(e)s sont descendu(e)s dans les rues de Lima **pour protester « contre le projet du gouvernement de privatiser les services publics de distribution d'eau**. Cette manifestation [a été organisée par de petites communautés de quartiers et Sedapal \(le Syndicat des travailleurs/euses des services publics dans le secteur de l'eau\)](#). » A la mi-janvier, le gouvernement a lancé un vaste projet de privatisation.

32) Etats-Unis : *In the Public Interest* (ITPI), un centre de recherche et de politique qui promeut le bien commun et un contrôle démocratique sur les biens et services publics, a publié [un nouveau rapport](#) sur **les bonnes pratiques adoptées par la communauté et les syndicats en matière de « partenariats public-privé » dans le cadre de projets d'infrastructure**. Selon ITPI, ces bonnes pratiques pourraient contribuer à réduire les inégalités. « A l'heure où le recours aux PPP suscite de vifs débats, les gouvernements doivent avant tout exiger que les projets qui en résultent profitent à la communauté et génèrent des emplois de qualité pour les communautés défavorisées, et ce, même s'ils paient finalement des coûts de capital plus élevés par l'intermédiaire de régimes financiers privés. Ce rapport émet en outre plusieurs recommandations en vue d'intégrer des programmes et des politiques en matière de travail de qualité et équitable aux accords de PPP. »

33) Etats-Unis : Ron Bieber, le Président de l'*AFL-CIO Michigan*, a publié un article sur les raisons de « [l'échec de la privatisation](#) ». Après leur élection à la tête de l'Etat il y a 6 ans, les républicains ont annoncé qu'ils dirigeraient le gouvernement comme une véritable entreprise. « Du point de vue du gouverneur Rick Snyder et de l'organe législatif, contrôlé par les républicains, cela impliquait la privatisation des services publics essentiels au sein de nos écoles, de nos prisons et d'une résidence publique pour anciens combattants. On nous a prétendu que l'objectif de la privatisation était de permettre aux contribuables de réaliser des économies. En réalité, ces deux tentatives majeures de privatisation menées par l'Etat ont lamentablement échoué. » M. Bieber a notamment pris l'exemple **des services de nourriture en prison et du Grand Rapids Home for Veterans**.

34) Etats-Unis : *The American Prospect* a étudié le [conflit de plus en plus intense](#) qui oppose les groupes d'intérêt public aux efforts déployés par des groupes conservateurs **en vue de privatiser des biens et propriétés publics, notamment les noms des parcs nationaux**.

35) Venezuela : L'Assemblée nationale [a adopté la Loi sur la production nationale \(National Production Law\)](#) au cours du premier cycle de discussions. « D'après le site *Web Efecto Cocuyo*, cette loi exhorte l'organe exécutif à restituer les entreprises expropriées par le gouvernement à leurs propriétaires d'origine. [...] Le Président vénézuélien, Nicolás Maduro, a rejeté la loi et a appelé les travailleurs/euses à s'opposer à cette mesure, qui **menacerait selon lui de privatiser toutes les entreprises publiques et socialistes**. »

## Europe

36) Grèce : Alors que la **privatisation du Port du Pirée** est en cours, la [Fondation pour la recherche économique et industrielle](#) (IOEB) en Grèce publie un rapport indiquant qu'elle générera « d'importantes retombées économiques ». Toutefois, [le Transnational Institute](#) (TNI) pose la question de savoir si « ces arguments tiennent debout dans la pratique. Cinq ans après les mesures économiques imposées par la Commission européenne, le Transnational Institute a décidé de se pencher sur cette question, dans son rapport [The Privatisation Industry in Europe](#) (février 2016). Les conclusions de ce rapport mettent sérieusement en doute le raisonnement de la Commission européenne. Il en est ressorti que les entités publiques n'avaient pas réussi à générer les recettes attendues durant la récession. » Le TNI indique que « depuis le mois de juillet, Syriza a fait avancer le projet de privatisation du Port du Pirée à Athènes, de 14 aéroports régionaux et qu'il prépare actuellement la privatisation de son réseau ferroviaire ». Des discussions ont été entamées afin de [prolonger de 20 ans la concession privée de l'aéroport international d'Athènes](#).

37) Irlande : Le Syndicat irlandais des cadres et techniciens des entreprises de services (*Services, Industrial, Professional and Technical Union*, SIPTU), le plus important syndicat d'Irlande, [émet « de sérieux doutes](#) quant à la proposition de Fianna Fáil de créer une structure semblable à la *National Roads Authority* (NRA) pour gérer l'approvisionnement en eau. » D'après

le SIPTU, « ce processus **viendrait accroître la sous-traitance et accélérer la privatisation des services de distribution d'eau** ».

38) Italie : Grandi Stazioni Retail, **l'entreprise publique italienne qui loue des surfaces commerciales à d'importantes gares ferroviaires**, a fait l'objet de neuf offres présentées par des sociétés privées. « D'après plusieurs sources, les différentes offres ont évalué l'entreprise à moins d'un milliard d'euros, montant qui avait été avancé par plusieurs journaux. » [Carlyle, Vaerde Partners, BC Partners et Lone Star compteraient parmi les soumissionnaires](#). C'est Rothschild qui se charge de conseiller les vendeurs.

39) Russie : D'après Sergei Guriev, professeur d'économie à Sciences Po et nouvel économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Russie envisagerait de « **vendre en catastrophe** », **et donc de privatiser, les biens de l'Etat**, « [y compris des joyaux](#) tels que Rosneft (la plus grande compagnie pétrolière russe), l'entreprise monopolistique du diamant Alrosa et la compagnie aérienne Aeroflot ».

40) Ukraine : Les batailles législative et politique se poursuivent au sujet **d'une possible privatisation de près de 300 entreprises publiques gérées par le ministère des Infrastructures**, incluant le secteur des chemins de fer, des ports maritimes et des routes ». Le [ministère des Finances ukrainien](#) se préparerait également à « vendre des **parts minoritaires de certaines banques publiques** ».

41) Royaume-Uni : Alors que [les médecins du service public de la santé \(National Health Service, NHS\) entrent une nouvelle fois en grève](#), Stephen Fabes, interne et écrivain, **impute les raisons de ce mouvement de colère** au gouvernement conservateur et au secrétaire d'Etat à la Santé Jeremy Hunt. « A présent, penchons-nous sur quelques statistiques incontestables : les jeunes médecins gagnent déjà moins que leurs homologues européens, il faut le dire, la concurrence est rude pour accéder à ce métier qui requiert une grande responsabilité (sans parler de la dette exorbitante des étudiants et des frais liés à leurs études) et exige de nombreuses compétences, que ce soit dans le domaine clinique, de la communication ou universitaire. Pourtant, on commence avec un salaire inférieur à celui des jeunes diplômés de la fonction publique. Calculez le salaire horaire d'un interne qui débute et vous n'en croirez pas vos yeux, compte tenu de ce qui précède ». Le journaliste David Smith offre lui aussi une analyse détaillée [des raisons qui poussent le gouvernement britannique à vouloir à tout prix privatiser le service public de la santé \(NHS\)](#) ».

*[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*